

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Connaissance du monde contemporain

N° Anonymat : QDXLY951 UC Nombre de pages : 12

16.50 / 20

Concours : ENT interne (2^e concours)

Epreuve : Connaissance du monde contemporain (culture générale)

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La vérité est-elle un impératif dans la société française contemporaine ?

Dans Qu'est-ce qu'une nation, en 1882, Ernest Renan déclarait « L'oubli, et je dirais même l'erreur historique, est un facteur essentiel de la création d'une nation. » Si cette affirmation semble avoir été confirmée par la grande histoire et la multiplication des « récits nationaux », comme par exemple de tou de France par deux enfants de Georges Bruno, destinés à permettre au sentiment national fantasmé de s'épanouir dans un mouvement amendant sur tout le territoire national - métropolitain -, elle apparaît sous un jour nouveau à l'heure des « alternatives facts » du Président des États-Unis Donald Trump.

En effet, la question de la vérité se pose aujourd'hui avec une acuité particulière sur la scène internationale en général, dans la société française en particulier, ce qui amène à interroger la notion, intrinsèquement difficile à circonscrire.

En effet, la notion de vérité possède de contours flous. Elle est souvent discutée sous un angle philosophique, et son analyse ne souffre aucun manichéisme. Dissocier le vrai du faux apparaît en tous domaines particulièrement malaisé. S'il s'agit d'une donnée factuelle, on peut s'entendre sur un calendrier ou une autre division arbitraire du temps, qui ne sera vraie que

N°

1.112

dans un contexte donné, d'ici un problème de délimitation des contours de cette notion. Pourtant, la récurrence dans la vie ordinaire, et plus spécifiquement dans le débat public, oblige à une tentative de définition. On peut entendre la vérité comme une réalité factuelle liée avec une volonté d'exactitude, ce qui la rapproche de notions connexes comme la sincérité, l'honnêteté, ou encore la transparence. Ce qui, symétriquement, l'éloigne de la dissimulation, de l'erreur ou du mensonge.

Dans les développements qui vont suivre, nous aurons cette compréhension extensive de la vérité.

Ainsi largement définie, la notion de vérité se ramène à celle d'impératif.

Comment, en effet, peut-on concevoir un impératif de vérité - à savoir une obligation, si cette notion possède des contours si flous? Comment cet impératif de vérité peut-il être discuté au sein de la société française au point d'interroger dans le même temps la notion de « vivre ensemble »? Quelle définition, enfin, peut-on avoir de la vérité afin de mettre en œuvre des actions concrètes, puis sans forcément faire de la vérité un impératif, satisfassent la demande de la société française?

L'impératif de vérité semble être une exigence d'essence démocratique, qui s'est progressivement imposée dans la société française, mais les contraintes liées au fait de « faire nation » et au « vivre ensemble » au quotidien amènent à relativiser cet impératif. (I) Cependant, face à la démocratie du soupçon, associant dans un même mouvement la méfiance de la société à l'endroit de ses gouvernants, un impératif de vérité exacerbé et l'exigence de transparence de la vie publique, une conception renouvelée de la vérité, adaptée au contexte contemporain, faisant une large place à l'éthique, est tout-à-fait souhaitable.

I | L'impératif de vérité semble être une exigence d'essence démocratique, qui s'est progressivement imposée à la société française, mais les contraintes liées au « faire nation » et au « vivre ensemble » au quotidien amènent à relativiser cet impératif.

La modernité s'est construite autour d'une exigence de vérité, contrairement aux sociétés primitives décrites par René Girard dans La violence et le sacré, qui pratiquaient secret et occultation = une vérité des savoirs contre l'obscurantisme, qui se retrouve aussi dans la construction démocratique (A). En revanche, avoir bien pour la pérennité de la nation faire dans le « vivre ensemble » quotidien, la vérité ne saurait être une exigence trop radicale (B).

A | L'impératif de vérité semble être une exigence d'essence démocratique, qui s'est imposée depuis la modernité.

La modernité s'est construite dans une exigence de vérité en opposition à l'obscurantisme, elle lui a coûté la vie à Galilée soutenant Copernic. Cette vérité passe par le positivisme des savoirs et leur circulation. C'était la volonté de Diderot et D'Alembert avec leur Encyclopédie, mais un peu plus tard celle des Révolutionnaires. Si la loi de Chapelier interdisait les corporations en 1791, c'est entre autres pour permettre la confiscation des savoirs, afin de promouvoir leur circulation. C'est ce que reprend Blank dans Qu'est-ce que les Lumières = l'homme devrait sortir de l'état de minorité dans lequel l'obscurantisme - et donc le mensonge - le maintenait.

La construction démocratique et elle-même, à mesure qu'elle progresse, baignée de cette exigence de vérité. Offrir une école laïque et gratuite, comme le décrit

Ilona Ozouf dans Composition Française, un écrit autobiographique, permet à chaque Français d'accéder à un savoir scientifique qui tend vers une certaine forme d'objectivité, plus proche du positivisme que ne pourraient l'être les écoles confessionnelles de l'époque. La loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat va parachever l'édifice. Mais avant cela, les circonfaires Ferry, notamment celle de 1883, engageant les instituteurs à dispenser, en plus de leur service, des cours aux adultes, afin de ne pas les laisser dans l'ignorance du monde qui les entoure. Alain Corbin, dans Les conférences de Portierols, a reconstitué ces conférences, dispensées en Haute-Vienne durant la décennie 1890, et a documenté dans cette initiative la volonté de décoller les yeux de ceux qui n'avaient pas eu d'éducation, en plus bien sûr de velléités de diffusion de l'histoire nationale.

Enfin, si comme le décrit Tocqueville en 1848 dans De la démocratie en Amérique, la vérité, au sens d'une certaine transparence institutionnelle, est nécessaire au fait de faire société - constat qu'il n'a cueilli d'ailleurs pas avec enthousiasme -, la vérité au sens de l'aveu peut se révéler indispensable pour « refaire société ». C'est le sens de la commission Vérité - Réconciliation en Afrique du Sud, et c'est cette carence - l'absence d'aveu, l'occultation de la vérité - que pointe Gaël Faye dans son roman Petit Pays lorsqu'il parle du difficile « après-génocide » au Rwanda.

La vérité, comprise de manière extensive, est le propre de la modernité, et plus encore, une aspiration des sociétés démocratiques. Pourtant, elle ne saurait, précisément dans une société démocratique, être un impératif trop catégorique.

Concours : ENT interne (2^e concours)

Epreuve : Connaissance du monde contemporain (Culture générale)

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



B/ Au sein de la société française, les contraintes liées au fait de faire nation et à la bonne marche de la vie en société amènent à relativiser l'impératif de vérité.

Le peintre Gustav Klimt, fondateur de la Sécession viennoise dans les années 1890, peignait d'abord ses modèles féminins nus, « dans leur vérité », avant de les habiller de vêtements colorés et très ouverts, rehaussés de feuilles d'or. Certains vérités sont trop crues pour être montrées : les conventions sociales ne le permettent pas, et même si c'était le cas, serait-ce souhaitable ? Pas forcément, et encore moins nécessaire.

La vérité ne peut donc pas être un impératif trop catégorique. Nous l'avons vu en écho avec Ernest Renan, la nation a besoin d'énormes historiques pour continuer à faire corps. En 1946, le Général De Gaulle a fabriqué une fiction historique afin de rassurer la nation autour d'une possibilité d'un futur en commun. Il a mis entre parenthèses la période 1940 - 1946, évoquant l'irresponsabilité politique et institutionnelle la France à cette période. Jusqu'en 1995, moment où le Président Chirac reconnaît la responsabilité de la France dans la rafle du Vel d'Hiv, cette fiction a perduré. La fin de cette contre-vérité factuelle et institutionnelle a eu pour conséquence juridique un arrêt du Conseil d'État, en 2002, sur une action récursoire du Préfet Papin, puis s'est vu remboursé 50% de

N°

5.112

sa pénalité financière par l'Etat. En 1995, Jacques Chirac avait raison, mais en 1946, De Gaulle n'avait pas tort. La vérité peut parfois, à raison, passer après la nécessaire cohésion du corps social.

En outre, la vérité d'une situation peut relever d'une appréciation, d'une « intime conviction ». Dans Article 353 du Code Pénal, Tanguy Viel - qui fait en fait allusion au Code de procédure pénale, vérité probablement trop longue pour le milieu de l'édition - met en scène Martial Bermeu, un bonhomme et taiseux, feint pourtant raconter en détails comment il s'est rendu coupable d'un crime au magistrat instructeur devant lequel il est conduit. Il a effectivement tué un homme, ne le nie pas, mais son récit fait réfléchir le lecteur sur la vérité de son crime, et l'intime conviction de ce dernier vacille. Le lecteur est évidemment plus libre que le juge dans son appréciation de ce fait la vérité, mais il peut, dans ce roman, observer un juge qui, dans l'exercice de son office, est fidèle au souhait formulé par Paul Ricœur dans Si-même comme un autre : « Que ce déséquilibre de puissance soit compensé par une authentifiée réciprocité de l'échange. » La vérité d'un crime n'est pas, comme dans ce roman, à établir avec un profond relativisme humaniste, mais la fusion de l'intime conviction telle qu'elle est posée interroge néanmoins les frontières de la vérité.

Enfin, la vérité, dans le sens de la transparence, ne peut être poussée trop loin. D'une part, à l'endroit des citoyens = les droits et libertés des citoyens, notamment sous l'Etat d'urgence, doivent être garantis par la justice administrative. De plus, ils doivent respecter des obligations à l'égard de l'Etat puisqu'ils en sont le ressort de la vérité = déclaration des revenus, respect des lois, mais l'Etat leur garantit en retour le droit au silence quant à leurs opinions religieuses, ou encore leur orientation sexuelle. Notons qu'en

France, il n'y a pas de statistiques ethniques = une certaine forme de vérité s'agitait de son identité, non pas civile, mais ethnique, religieuse ou sexuelle, est tout-à-fait garantie, au point que les discriminations à cet égard sont punies. « d'où il peut voir et l'où il peut dominer » déclarait Michel Foucault dans l'histoire de la clinique. Dans un Etat de droit, l'Etat domine, certes, possède le « monopole de la violence légitime » pour reprendre Max Weber, mais ne voit pas tout, le panoptique benthamien étant réservé à quelques complexes cancéreux.

Cet équilibre semble pourtant aujourd'hui réintégré, au sein de la société française contemporaine, qui semble être en quête de plus de vérité, dans le sens de transparence.

II / Face à la démocratie du soupçon, associant dans un même mouvement un impératif de vérité exacerbé, la méfiance de la société à l'endroit de ses gouvernants et l'exigence de transparence de la vie publique, une conception renouvelée de la vérité faisant une large place à l'éthique est souhaitable.

Le contexte contemporain, entre « tout-à-l'égo » (N. Gauchet), généré par un usage massif des technologies, et multiplication des affaires mettant en scène des dirigeants, conduit la société française à être habituée à une forme de vérité, qu'on lui expose elle-même de vive voix et volontairement, et de demande de transparence quand elle doute de l'honnêteté de ses dirigeants (A).
Le contexte amène à repenser la notion de vérité dans le sens de l'éthique (B.)

A) la démocratie du soupçon généralisé, de la part d'une société déjà volontiers encline à s'exposer « dans sa vérité », parfois jusqu'à l'impudence, en impératif de vérité exacerbée et une exigence de transparence de la vie publique.

La société contemporaine a un rapport aux médias que Guy Debord avait prophétisé dans la société du spectacle. Il ne s'agit pas, expliquait-il, d'un rapport de l'homme à l'image, mais du rapport des hommes entre eux par la médiation des images. La société contemporaine est submergée d'images, dont elle est à la fois productrice et consommatrice = peu de gens répugnant à s'afficher sur des réseaux sociaux, ou à regarder des émissions de télé-réalité, dans lesquelles « réalité » ne rime pas avec « vérité », attendu que tout y est scénarisé. Celui qui ne monte pas tout, dans cette société de l'image, est suspecté de dissimuler. La vie publique y descend, et les gouvernants ou aspirants ne peuvent sans risques se dérober aux émissions de politique-spectacle, pendant lesquelles il arrive que leurs idées politiques soient mises sur le même plan que leur vie personnelle, que des communicants, le sachant, ont à charge de scénariser. Le « story telling » a cette fonction = montrer pour mieux dissimuler, voire pour aveugler.

Face à ce mouvement de mise en scène généralisée, et en dépit de la propension fiévreuse des tenants de la vie publique à y souscrire, la société française se sent, pour partie, brisée dans son exigence de transparence de ses gouvernants. En effet, la multiplication des affaires a généré un climat du soupçon à l'endroit de tous les tenants du pouvoir, brisant la possibilité de « société des égaux » décrite par P. Rosanvallon.

Concours : ENM interne (2^e concours)

Epreuve : Connaissance du monde contemporain (Culture générale).

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La France ne connaît en effet un encadrement du financement de la vie politique que depuis 1988, mais ce sont aujourd'hui les affaires personnelles qui se multiplient, accédant en climat de suspicion généralisée provoquant une montée de populismes de tous bords et une désaffection de la vie citoyenne. Les « affaires » ont certes toujours existé, mais les possibilités de les rendre publiques aujourd'hui soumettent la population à une saturation, ayant l'impression de vivre une acmé dans ce domaine.

Enfin, dans la période d'attentats terroristes actuelle, le soupçon se généralise au sein de la société, entre ses membres, avec pour corollaire une demande de plus grande intensité des pouvoirs publics, comme le mettent en scène Falk Richter et Stanislas Nordey, dans leur pièce Je suis Farshinder, faisant sans cesse référence au climat de suspicion en Allemagne après les attentats perpétrés par le Bande à Baader, et reprenant en baccalés des extraits de « l'Allemagne en automne », le film tourné par Farshinder en 1978, montrant ce climat entre soupçon et idéation.

Pourtant, cette exigence de vérité peut être repensée en impératif d'éthique de la vie publique, favorisant une plus grande cohésion sociale, sur la base d'initiatives concrètes.

B) Une conception de l'impératif de vérité dans le sens de l'éthique et de la participation citoyenne -

Penser la vérité, comprise dans le sens de la transparence, par le vecteur de l'éthique, permet de mettre en place des actions concrètes propres à associer la vie publique et renouer la confiance, non seulement des citoyens entre eux, mais aussi des citoyens avec l'Etat.

La notion de transparence est en effet moins floue que celle de vérité, et la notion d'éthique est plus concrète, elle est donc à préférer.

A cet égard, des initiatives ont déjà été engagées, notamment par le biais de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique - Le rapport Nadal, qui date de 2015, met au centre de ses préoccupations la déontologie et le réinvestissement des citoyens dans ses fonctions de contrôle de l'action publique, notamment par une plus grande publicité de l'usage des deniers publics.

La loi du 11 octobre 2013 pour la transparence de la vie publique, qui rend notamment publics les déclarations de patrimoine des élus et aussi dans le sens de « renouer la confiance publique », figure le titre du rapport Nadal.

Si la vérité est un concept flou, la loi ne l'est pas, et parmi ceux qui ont chargé de faire émerger la vérité et rendre la justice, il convient de s'en tenir aussi à la plus grande exemplarité.

Dans des vertus du juge, A. Garçon, J. Allard et F. Gros traitent du « bien juger », afin de sortir de « cette sorte d'atavisme intérieur qui devient obsédant » quant à la manifestation de la vérité. Mais plus encore que cela, le juge est

soumis aux obligations déontologiques réunies dans un recueil publié en 2010. Ces dernières - impartialité, indépendance, intégrité, légalité, attention à autrui et discrétion, font l'objet de trois niveaux d'analyse : institutionnel, pratique et fonctionnel.

Plus encore que cela, les magistrats sont soumis, depuis la loi du 6 août 2013, à une déclaration d'intérêts, et afin que la justice soit « transparente », comme l'est le nouveau Palais de Justice construit à Paris par Renzo Piano, l'audience du Conseil Supérieur de la Magistrature sont publiées.

Enfin, afin d'impliquer davantage le citoyen dans les affaires publiques, on peut citer les préconisations de P. Rosanvallon dans la contre-démocratie : ne plus concevoir la démocratie comme un concept, mais comme un outil, et impliquer le citoyen pour qu'il l'habite de l'intérieur, qu'il en voie « la vérité ». C'est le sens pour notamment le service civique, créé en 2006, qui en 2015 avait accueilli 85 000 jeunes.

Sous l'auspice de la vérité, même dans sa définition extensive, ne saurait être un impératif dans la société française contemporaine, pas plus qu'elle n'en a été un par le passé. Elle est cependant une nécessité démocratique, si elle recouvre des notions pratiques comme la sincérité dans le respect de la loi, la transparence de la vie publique ou l'éthique professionnelle. Par la création normative, les pouvoirs publics ont assumé un rôle à jouer, mais le citoyen gagne aussi à investir tous les moyens qui existent déjà, notamment en termes de démocratie locale, afin de vivre la démocratie de l'intérieur et faire mentir, dans ses maigres, le constat établi par Marcel Gauchet dans la démocratie contre elle-même, affirmant que la pacification démocratique est à l'origine de la désertion civique. Peut-être alors cette exigence

de vérité, si elle est comprise dans le sens de la vigilance
démocratique, peut-elle être une chance pour la
démocratie -